



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

25/07/2024

Un seul mot d'ordre : s'attaquer aux maîtres de l'économie capitaliste, ils ont en main les leviers de l'économie et les leviers politiques.

Emmanuel Macron dans son interview sur France2 persiste et signe dans la continuité de sa « *lettre aux français* » et de sa perspective d'un gouvernement de coalition. Pour lui tout va pour le mieux dans le pays, pas de chaos, ni de crise politique, il va « *résoudre à sa manière* ». Ayant cette fois reconnu la défaite de la « *majorité sortante* » aux législatives, mais expliquant que « *personne n'a gagné* » et appelé à la « *responsabilité* » des élus du « *front républicain* » pour trouver un accord de gouvernement. Une perspective largement orientée vers la droite. Il ne désignera pas un premier ministre avant au moins la « *mi-août* », sans préciser quand, et entend imposer les conditions du prochain gouvernement.

Des premiers accords se sont noués avec LR lors des élections à l'Assemblée. Sur fond de manigances politiciennes la macronie conserve ainsi le perchoir malgré sa défaite aux législatives. Yaël Braun-Pivet, la députée des Yvelines conserve sur le fil son poste de présidente de l'Assemblée grâce aux voix de la droite. En plus du "perchoir", le camp présidentiel hérite de deux vice-présidences, d'une questure et de six commissions dont la commission des lois. Un résultat dû à l'accord noué avec la droite en l'échange de postes-clés à l'Assemblée, LR obtenant deux vice-présidences, un poste de questeur, un sur les deux postes de secrétaire... en échange des services rendus. La droite a présenté ce lundi son pacte de 13 mesures de revendications: lutte contre l'assistanat, arrêt de la dégradation des comptes publics et de l'immigration incontrôlée, austérité, un accord « *gagnant-gagnant* » pour accélérer la mise en place d'un « *pacte législatif* » appelé par le LR L. Wauquiez, qu'Attal a salué par une proposition de « *pacte d'action* » sollicitant les élus de son groupe à contribuer au un pacte de coalition avec la gauche ou avec la droite républicaine.

Une cohabitation réclamée par le Nouveau Front Populaire

Olivier Faure, dirigeant du PS souligne le « *risque d'avoir un discours maximaliste* » concernant le programme du NFP... les représentants Ecologistes témoignent de la même volonté de mettre à distance le programme déjà limité, du NFP pour pouvoir gouverner... avec les macronistes. On est loin du « *tout le programme et rien que le programme* » du NFP selon la formule employée le 7 juillet dernier. Une logique qui débouche sur la recherche de personnalités « *Macron-compatibles* » telle que Laurence Tubiana qui avait été proposée par les socialistes, les communistes et les écologistes comme candidate à Matignon. Cette dernière a signé une tribune appelant le Nouveau Front Populaire à « *sans tarder tendre la main aux autres acteurs du front républicain pour discuter d'un programme d'urgence républicaine* », pour s'entendre avec la macronie et la droite ! Le choix s'est porté sur Lucie Castets à Matignon une parodie : énarque et haute-fonctionnaire passée par Bercy et la Banque Mondiale, actuellement à la direction des finances de la Ville de Paris dirigée par le PS, son profil de technocrate de gauche, gage de respect des institutions et appliquant la feuille de route des intérêts du patronat. Encartée au PS entre 2008 et 2011 proche du courant de Pierre Moscovici président de la cour des comptes...c'est dire !

Elle a estimé que plusieurs « *sujets exprimés dans les urnes* » pouvaient « *donner lieu à des majorités* ». L'idée : « *trouver des majorités texte par texte* » a-t-elle plaidé.

Chacun à sa façon, tous insistent sur les « sacrifices » que le peuple doit faire.

Sophie Binet secrétaire de la CGT appelait à trouver des « *majorités de compromis* ». A nouveau, la syndicaliste a appelé à voir des points d'accords « *au-delà* » du Nouveau Front Populaire. Continuant d'entraîner la CGT dans la cuisine parlementaire et la collaboration de classe : « *On a besoin d'un gouvernement qui puisse diriger le pays dans la durée* » et qui « *aille chercher des majorités à l'Assemblée nationale en travaillant avec les syndicats, la société civile* » explique-t-elle. Les signataires d'une « *lettre*

ouverte au NFP » dont Sophie Binet, appellent à « *inventer une démocratie parlementaire* » afin d' « *adopter des lois* » en s'appuyant « *sur les syndicats, les associations et la société civile pour trouver des majorités dans le pays* ». Une logique claire : dans les mois à venir, les salariés doivent avant tout aider le pouvoir à gouverner et à soutenir « *des majorités* ». Non ! l'urgence c'est l'organisation de la mobilisation des travailleurs afin d'affronter la situation, préparer et construire un plan de lutte pour réellement arracher les revendications et refuser de payer la crise politique et économique.

Cette attitude comme celle de la gauche alimente l'illusion sur la possibilité de défendre les intérêts des travailleurs à l'Assemblée, au gouvernement et d'appliquer son programme : c'est une impasse totale on l'a vu avec les retraites... Plus que jamais, c'est sur nos luttes qu'il va falloir compter afin d'affronter la période et arracher nos revendications sans compromis avec le régime

L'UE et Bercy préparent un plan austéritaire massif pour le pays.

La France fait partie des sept Etats membres désormais placés par la Commission européenne en procédure de déficit excessif avec l'Italie, la Pologne, la Belgique, la Hongrie, la Slovaquie et Malte ayant tous explosé les fameux 3% de déficit budgétaire. Cette pression politique de la Commission Européenne vient après celle de la BCE et de la Cour des comptes qui, dans son rapport appelait le prochain cabinet gouvernemental à faire des « *efforts difficiles* » pour résorber la dette. En septembre, le futur gouvernement devra envoyer à Bruxelles son plan de réduction de la dette et du déficit sur sept ans. Selon le journal patronal "Les Échos" « *l'ajustement budgétaire à consentir d'ici à 2027 est proche de 4 points du PIB, soit un peu plus de 100 milliards d'euros* ». Soit 25 milliards d'euros par an. Les travailleurs, les services publics en particulier l'hôpital et l'éducation, tout comme les collectivités territoriales seront à nouveau la cible de violentes attaques. Il faut s'attaquer aux maîtres de l'économie capitaliste, à ceux qui ont en main les leviers décisifs de l'économie et les leviers politiques.

« Un pognon de dingue » ?

Le magazine *Challenges* vient de révéler que la fortune des 500 français les plus riches, dépasse pour la première fois 1.200 milliards d'euro. Celle des 10 personnes les plus riches de France est en augmentation battant un record avec une fortune s'élevant à 693 milliards d'euro ! Le nombre de milliardaires est passé de 141 à 147, la fortune minimale pour être dans ce classement est passée de 235 à 245 millions d'euro !

L'augmentation de ces fortunes est bâtie sur l'exploitation de milliers de travailleurs en France et dans le monde. Le classement de *Challenges* montre que de l'argent il y en a. Tout cet argent volé aux travailleurs et accaparé par les capitalistes est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants. Lorsque les patrons poussent de grands cris d'orfraie en jurant qu'ils ne peuvent pas payer un salaire minimum de 1.600 euros car cela coulerait l'économie. En 2023, le total des allègements de cotisations sociales représentait le montant faramineux de 87,9 milliards d'euros.

Avec 1 398,70 euros par mois, difficile d'avoir une vie décente. Il s'agit seulement d'un coup de pouce de l'ordre de 12 %, rien par rapport à l'augmentation de 52% du salaire de Pouyanné, PDG de TotalEnergies !!! La France est le pays de l'Union européenne dans lequel le salaire minimum a le moins augmenté au cours des dix dernières années (+ 23 %), bien moins qu'en Belgique (28 %), en Irlande (32,1 %), en Allemagne (39,5 %, sans parler de l'Espagne (75,7 %). *Aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, le prix de la main-d'œuvre pour un salarié payé au salaire minimum est supérieur de plus de 20 % au Smic français ! Cet écart est d'environ 30 % avec la Belgique, l'Irlande ou l'Allemagne.* Les hausses récentes et importantes du salaire minimum entre le second semestre 2018 et le premier semestre 2024 de 36 % en Allemagne, de 54 % en Espagne n'ont pas eu d'effets négatifs sur l'emploi.

Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour imposer nos revendications !

Au travers de la grève et des manifestations l'urgence est plus que jamais à la préparation de mobilisations pour affronter gouvernement et patronat. Qu'il s'agisse des salaires, des retraites ou du durcissement autoritaire du régime dans la situation de crise actuelle, de la pression accrue des marchés financiers, du retour des tendances à la guerre à l'international les travailleurs, la jeunesse et les quartiers populaires doivent prendre leurs affaires en main pour défendre leurs revendications. C'est sur nos propres forces que nous devons compter, celles qui font les rouages de la société produisant toutes les richesses.

Plus que jamais face à l'autoritarisme de Macron et sa volonté de continuer les attaques, il va falloir essentiellement compter sur nos luttes afin d'affronter la période et arracher nos revendications.

Il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme en renforçant le Parti Révolutionnaire Communistes : un outil politique indispensable pour celles et ceux qui combattent le capitalisme, ceux qui veulent changer de société ont leur place pour mener ce combat avec nous.